



DEMANDE/APPEL EN VERTU DE LA LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO – RÉPARTITION

Formule et instructions pour déposer une demande/un appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière, et renseignements pour se préparer à une audience.

Nota : N'utilisez cette formule que pour déposer une demande/un appel visant la répartition en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto. N'utilisez pas cette formule pour présenter une plainte relative à une évaluation foncière (articles 33, 34 ou 40 de la Loi sur l'évaluation foncière), ni d'autres demandes, appels et/ou plaintes en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto ou de la Loi de 2001 sur les municipalités. Il existe des formules spéciales pour les autres demandes, appels et plaintes. Les questions d'exemption d'impôt ne peuvent être réglées que par la Cour supérieure de justice.

Avant le dépôt : Communiquez avec la ville pour obtenir des renseignements sur le compte d'impôt et le processus de demande/d'appel. La CRÉF ne peut accepter de demandes déposées en vertu de l'alinéa 322. (1) b) que si la ville l'a autorisée, par règlement, au même titre que le conseil municipal à rendre une décision sur les demandes présentées en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto. Avant de vous adresser à la CRÉF, vérifiez que la municipalité a adopté un tel règlement.

Droits requis au moment du dépôt : 25 \$ par numéro de rôle. Votre demande ne sera pas acceptée si elle n'est pas accompagnée des droits requis.

Date limite de dépôt : Les dates limites de dépôt sont fixées par la loi et ne peuvent être changées par la CRÉF. Les dates limites varient selon le type de demande ou d'appel que vous présentez.

Important : N'oubliez pas de joindre à votre appel copie des documents justificatifs demandés à la Partie 2 de la formule d'appel. La CRÉF ne peut pas savoir si votre appel a été déposé à temps sans ces documents.

L'accessibilité : Nous tenons à fournir les services que prévoit la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario. Si vous avez des besoins à cet égard, veuillez communiquer dès que possible avec notre coordonnateur ou coordonnatrice de l'information sur l'accessibilité.

Les descriptions qui suivent sont des résumés – Reportez-vous à la Loi de 2006 sur la cité de Toronto pour obtenir le texte intégral.		
NUMÉRO D'ALINÉA OU DE PARAGRAPHE ET MOTIF DE LA DEMANDE/DE L'APPEL		DATE LIMITE DE DÉPÔT
322. (1) b)	Répartir les impôts lorsque le bien-fonds est évalué en bloc. Nota : Si vous présentez une demande visant plusieurs années d'imposition, elle sera traitée comme une seule demande et vous n'aurez à acquitter les droits qu'une seule fois.	Pas de date limite
322. (5)	Appel d'une décision prise par le conseil municipal à l'égard de la demande déposée en vertu de l'alinéa 322. (1) b).	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.

Instructions pour déposer une demande/un appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière

Partie 1 : Renseignements sur le bien

Pour remplir cette rubrique, reportez-vous à votre facture d'impôts fonciers municipaux ou à votre avis d'évaluation foncière.

Numéro de rôle : Le numéro de rôle est le numéro à 19 chiffres qui est attribué à chaque bien. Vérifiez qu'il est correctement retranscrit sur chaque page de la formule de demande/d'appel.

Adresse municipale, et description du bien : Inscrivez l'adresse du bien pour lequel vous déposez une demande/un appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto.

Langue préférée : Cochez la case appropriée pour indiquer dans quelle langue vous préférez recevoir les services de la CRÉF, y compris les renseignements sur les audiences, les avis et autre matériel d'information publique.

Partie 2 : Renseignements sur la demande/l'appel

**Motif de la demande/
de l'appel :**

Cochez la case appropriée pour indiquer le motif de votre demande/appel. Ne cochez qu'une seule case. Suivez la même rangée, de gauche à droite, pour remplir la formule de demande/d'appel. Il est possible de déposer une demande en vertu de l'alinéa 322. (1) b) pour plusieurs années d'imposition.

Année d'imposition : Inscrivez l'année ou les années d'imposition visées par votre demande/appel.

Documents justificatifs : La Commission de révision de l'évaluation foncière a besoin de documents justificatifs pour savoir si vous avez déposé votre appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto dans les délais prévus par la loi. Cochez la case appropriée pour indiquer que vous avez joint copie des justificatifs à la formule d'appel.

Si vous n'avez pas de copie des documents justificatifs, n'attendez pas pour déposer votre appel. **Les dates limites de dépôt sont fixées par la loi et ne peuvent être changées.** Si vous ne présentez pas les documents requis avec votre appel, la CRÉF vous enverra un accusé de réception vous demandant copie des justificatifs.

Date limite de dépôt : Cette date est le dernier jour où une demande/un appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto peuvent être déposés auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière. **Les dates limites de dépôt sont fixées par la loi et ne peuvent être changées.** Les dates limites varient selon les articles, paragraphes ou alinéas. Il est important de déposer votre demande/appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto dans les délais prévus par la loi, car ils ne seront pas acceptés après la date limite.

**État portant sur la valeur
relative - adressé par
MPAC :**

Cochez la case appropriée pour indiquer si vous avez reçu un état portant sur la valeur relative de la Société d'évaluation foncière des municipalités (MPAC). Dans l'affirmative, joignez une copie de l'état à votre formule de demande/d'appel.

Si vous n'avez pas reçu d'état portant sur la valeur relative, inscrivez le nom, l'adresse postale et le numéro de rôle de chacun des propriétaires actuels. La CRÉF a besoin de ces renseignements car la loi exige d'elle qu'elle envoie un avis d'audience à toutes les parties.

Pages supplémentaires : Si vous avez besoin de plus d'espace, joignez une ou plusieurs pages et cochez la case située en bas de page pour le signaler.

Partie 3 : Renseignements sur l'auteur de la demande/l'appelant

Représentant : Cochez la case appropriée pour indiquer si vous avez un représentant qui agira en votre nom à l'égard de la demande/de l'appel. Dans l'affirmative, veuillez remplir les Parties 3 et 4 de la formule.

Propriétaire : Cochez la case appropriée pour indiquer que vous êtes le propriétaire du bien.

Coordonnées : Veuillez fournir les coordonnées de la personne-ressource, y compris ses nom, adresse et numéro(s) de téléphone.

Nota : Vous devez informer la Commission de révision de l'évaluation foncière par écrit de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone.

Les renseignements personnels demandés dans le présent formulaire sont recueillis en vertu de divers articles de la Loi de 2001 sur les municipalités. Tous les renseignements relatifs à l'appel, y compris votre nom et vos coordonnées, seront rendus publics et utilisés par la Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) dans le cadre de ses activités et en vue du règlement des appels. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la CRÉF, rendez-vous au www.elto.gov.on.ca/fr.

Partie 4 : Autorisation de représentation

Si vous avez choisi une personne pour agir en votre nom, veuillez fournir ses nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et courriel. Vous devrez signer cette rubrique et remettre copie de la formule à votre représentant. Si vous avez remis une lettre ou une autre forme d'autorisation écrite à votre représentant, vérifiez qu'il a coché la case appropriée de cette rubrique pour confirmer qu'il a bien reçu votre autorisation écrite.

Partie 5 : Comment déposer une demande/un appel

Il y a plusieurs façons de déposer une demande/un appel. Choisissez-en UNE parmi les options suivantes :

- Par la poste :** Commission de révision de l'évaluation foncière, 655, rue Bay, bureau 1500, Toronto (Ontario) M5G 1E5
- Par télécopieur :** (416) 314-3717 ou 1-877-849-2066 (sans frais) (pour demandes, appels et plaintes seulement)
- En personne :** 655, rue Bay, 15^e étage (côté est de la rue Bay, au nord de la rue Dundas)

Ne déposez votre demande QU'UNE SEULE fois. Si vous craignez qu'elle n'ait pas été reçue et décidez de présenter à nouveau les documents, veuillez apposer la mention COPIE sur le nouvel envoi pour éviter de payer deux fois.

La CRÉF vous enverra un accusé de réception par la poste une fois qu'elle aura reçu votre demande/appel, puis un avis d'audience une fois qu'une date d'audience aura été fixée.

Nota : Si vous échangez de la correspondance avec la CRÉF après avoir déposé votre demande/appel en vertu de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, vous devez en envoyer copie à toutes les parties.

Partie 6 : Droits requis au moment du dépôt

- **Si vous envoyez votre demande/appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto par télécopieur**, vous devez régler les droits par carte VISA ou MasterCard, en devises canadiennes. N'oubliez pas de fournir le numéro de la carte de crédit, la date d'expiration, ainsi que le nom et la signature du titulaire de la carte.
- **Si vous envoyez votre demande/appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto par la poste**, vous pouvez régler les droits par carte de crédit, chèque ou mandat, en devises canadiennes, libellé à l'ordre du **ministre des Finances**. Veuillez inscrire le ou les numéros de rôle au recto du chèque ou du mandat. **N'envoyez pas d'argent en espèces par la poste**. Si une institution financière nous renvoie votre chèque, nous vous facturerons des frais d'administration de 35 \$.
- **Si vous déposez votre demande/appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto en personne**, vous pouvez régler les droits en espèces, par chèque, par mandat, par carte de débit ou par carte de crédit.

Les droits versés au moment du dépôt ne sont pas remboursables. Nous vous enverrons un **accusé de réception** par la poste une fois que nous aurons reçu votre demande/appel, puis un **avis d'audience** une fois qu'une date d'audience aura été fixée.

Les renseignements fournis à la rubrique Droits requis au moment du dépôt sont confidentiels. Ils serviront uniquement au traitement de votre demande/appel et ne seront pas conservés dans nos dossiers.

Pour un complément d'information, appelez la Commission de révision de l'évaluation foncière au 416-212-6349, 1-866-448-2248 (sans frais), ou consultez notre site Web à : www.elto.gov.on.ca.

Comment vous préparer à l'audience

1. Rassemblez les renseignements dont vous aurez besoin pour présenter votre affaire, notamment :
 - la demande initiale que vous avez présentée au conseil municipal et la décision qui a été prise (si vous interjetez appel d'une décision du conseil municipal);
 - votre facture d'impôts fonciers;
 - tout renseignement factuel, notamment les documents dont vous aurez besoin pour présenter votre affaire.
2. Communiquez avec la municipalité pour discuter de votre affaire.
3. Réfléchissez à la façon dont vous allez présenter votre affaire à la Commission.
 - Choisissez les documents que vous allez fournir à la Commission lors de l'audience.
 - Lors de l'audience, apportez des photocopies de tous les documents justificatifs que vous aimeriez soumettre à l'examen de la Commission. Nous vous suggérons de faire trois copies de chaque document : une pour la Commission, une pour la municipalité, et une pour vous.
 - Décidez s'il y a lieu de faire appel à des témoins, en dehors de vous-même, qui viendront déposer à l'audience.
 - Dans l'affirmative, communiquez avec les témoins dès que vous aurez reçu l'avis d'audience pour les informer de la date, de l'heure et du lieu de l'audience.
 - Au besoin, vous pouvez obtenir une assignation à témoin du registraire de la Commission.
 - Demandez-vous s'il serait utile pour les parties d'échanger leurs documents avant l'audience.
 - Demandez à la municipalité copie des documents qu'elle présentera à l'appui de sa position.
 - Avant l'audience, demandez-vous s'il serait utile de fournir à la municipalité copie des documents sur lesquels vous fonderiez vos arguments.

À ce stade du processus, retirez les feuillets d'instructions (pages 1, 2 et 3) de la formule de demande/d'appel qui suit, et conservez les conseils sur la façon de vous préparer à l'audience.

DEMANDE/APPEL EN VERTU DE LA LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO - RÉPARTITION



Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario
Commission de révision de l'évaluation foncière
 655 rue Bay, suite 1500 Toronto ON M5G 1E5 **Téléphone:** (416) 212-6349 **Sans Frais:** 1-866-448-2248 **Télécopieur:** (416) 314-3717 **Sans Frais:** 1-877-849-2066 **Site Web:** www.elto.gov.on.ca

Demande/appeil n°
Reçu n°
Timbre-dateur
<i>Réservé au bureau</i>

Nota : N'utilisez cette formule que pour déposer une demande/un appel visant la répartition en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto. N'utilisez pas cette formule pour présenter une plainte relative à une évaluation foncière (articles 33, 34 ou 40 de la Loi sur l'évaluation foncière), ni d'autres demandes, appels et/ou plaintes en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto ou de la Loi de 2001 sur les municipalités. Il existe des formules spéciales pour les autres demandes, appels et plaintes. Les questions d'exemption d'impôt ne peuvent être réglées que par la Cour supérieure de justice.

Avant le dépôt : Communiquez avec la ville pour obtenir des renseignements sur le compte d'impôt et le processus de demande/d'appel. La Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) ne peut accepter de demandes déposées en vertu de l'alinéa 322. (1) b) que si la ville l'a autorisée, par règlement, au même titre que le conseil municipal à rendre une décision sur les demandes présentées en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto. Avant de vous adresser à la CRÉF, vérifiez que la municipalité a adopté un tel règlement.

Droits requis au moment du dépôt : 25 \$ par numéro de rôle. Votre demande ne sera pas acceptée si elle n'est pas accompagnée des droits requis.

Date limite de dépôt : Les dates limites de dépôt sont fixées par la loi et ne peuvent être changées par la CRÉF. Les dates limites varient selon le type de demande ou d'appel que vous présentez. Reportez-vous à la Partie 2 pour savoir quelle est la date limite.

Important : N'oubliez pas de joindre à cette formule d'appel copie des documents justificatifs demandés à la Partie 2. La CRÉF ne peut pas savoir si votre appel a été déposé à temps sans ces documents.

L'accessibilité : Nous tenons à fournir les services que prévoit la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario. Si vous avez des besoins à cet égard, veuillez communiquer dès que possible avec notre coordonnateur ou coordonnatrice de l'information sur l'accessibilité.

Partie 1 : Renseignements sur le bien (en caractères d'imprimerie)

Numéro de rôle : — — —

VEUILLEZ recopier le numéro de rôle dans l'espace prévu en haut de chaque page de cette formule.

Adresse municipale : _____

Municipalité : Ville de Toronto

Langue préférée : Anglais Français

Partie 2 : Renseignements sur la demande/l'appel

Les descriptions qui suivent sont des résumés – Reportez-vous à la Loi de 2006 sur la cité de Toronto pour obtenir le texte intégral.

NE COCHEZ QU'UN SEUL MOTIF À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE OU APPEL	ANNÉE D'IMPOSITION VISÉE PAR L'APPEL	DOCUMENTS JUSTIFICATIFS À JOINDRE À CETTE FORMULE DE DEMANDE/D'APPEL	DATE LIMITE DE DÉPÔT
<input type="checkbox"/> Demande : alinéa 322. (1) b) Répartir les impôts lorsque le bien-fonds est évalué en bloc. Nota : Si vous présentez une demande visant plusieurs années d'imposition, elle sera traitée comme une seule demande et vous n'aurez à acquitter les droits qu'une seule fois. <input type="checkbox"/> La ville a autorisé, par règlement, la CRÉF à traiter ces demandes. Dans la négative, adressez-vous à la municipalité.	_____ _____ _____ _____	Aucun	Pas de date limite

OU

<input type="checkbox"/> Appel : paragraphe 322. (5) Appel d'une décision prise par le conseil municipal à l'égard de la demande déposée en vertu de l'alinéa 322. (1) b).	_____	Joignez copie de la décision que vous avez reçue de la municipalité. <input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
--	-------	--	---

Passez à la page suivante pour finir de remplir la rubrique Renseignements sur la demande/l'appel.

Numéro de rôle :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Partie 3 : Renseignements sur l'auteur de la demande/l'appelant

Avez-vous un représentant? Oui Non **Dans l'affirmative, remplissez les Parties 3 et 4.**

Êtes-vous le propriétaire du bien? Oui Non

Nom de famille : _____ Prénom : _____

Nom de la société (le cas échéant) : _____

Adresse postale : _____

Rue App./Bureau/Unité n° Ville

Province Pays (si autre que le Canada) Code postal

N° de téléphone au bureau ou autre : _____ N° de téléphone au domicile : _____

N° de télécopieur : _____ Courriel : _____

Signature de l'auteur de la demande/de l'appelant : _____

Nota : Vous devez informer la Commission de révision de l'évaluation foncière par écrit de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone.

Les renseignements personnels demandés dans le présent formulaire sont recueillis en vertu de divers articles de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Tous les renseignements relatifs à l'appel, y compris votre nom et vos coordonnées, seront rendus publics et utilisés par la Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) dans le cadre de ses activités et en vue du règlement des appels. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la CRÉF, rendez-vous au www.elto.gov.on.ca/fr.

Partie 4 : Autorisation de représentation

J'autorise par la présente la société et/ou la personne désignée à me représenter :

Nom de la société : _____

Nom de famille : _____ Prénom : _____

Adresse postale : _____

Rue App./Bureau/Unité n° Ville

Province Pays (si autre que le Canada) Code postal

N° de téléphone : _____ N° de télécopieur : _____ Courriel : _____

Signature de l'auteur de la demande/de l'appelant : _____

Nota : Les représentants qui ne sont pas conseils légaux DOIVENT confirmer qu'ils ont une autorisation écrite en cochant la case ci-dessous.

J'atteste que j'ai reçu l'autorisation écrite de l'auteur de la demande/de l'appelant d'agir en tant que son représentant à l'égard de cette demande/cet appel, et je comprends que l'on peut me demander de produire cette autorisation à tout moment.

Nota : Quiconque en Ontario fournit des services juridiques doit être muni d'un permis, à moins que la Loi sur le Barreau ne s'applique pas à ce groupe ou particulier ou que ce groupe ou particulier soit exempté par un règlement administratif du Barreau. Le règlement administratif 4 exempté les personnes dont la profession ou l'occupation ne consiste pas à fournir des services juridiques ou à exercer le droit et qui fournissent des services juridiques à titre occasionnel seulement sans recevoir de rétribution. Pour avoir des renseignements sur l'accès à la profession, veuillez consulter le site Web du Barreau du Haut-Canada www.lsuc.ca ou composez 416-947-3315 ou 1-800-668-7380.

